

De gegadigde die ten minste 60 % der punten behaald heeft voor een van de vakken bedoeld in artikel 9, § 2, tijdens een vergelijkend examen voor overgang naar een graad van rang 10 georganiseerd na 27 augustus 1991, wordt op zijn verzoek van dit vak vrijgesteld wanneer hij deelneemt aan een vergelijkend examen voor overgang naar niveau 1, onder de voorwaarde dat de uiterste inschrijvingsdatum later dan 5 mei 1995 is.

Voor de toepassing van lid 1 en 2 wordt de gegadigde die ten minste 60 % der punten behaald heeft voor het vak "openbare opdrachten" geacht ten minste 60 % der punten te hebben behaald voor het vak "politieke economie", en omgekeerd.

§ 2. De gegadigde die geslaagd is voor het algemeen gedeelte van een vergelijkend examen voor overgang naar een graad van niveau 2 voor de inwerkingtreding van dit besluit behoudt het voordeel van zijn uitslag indien hij later deelneemt aan één of meer vergelijkende examens voor overgang naar niveau 2+.

**Art. 18.** De Minister, tot wiens bevoegdheden Ambtenarenzaken behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 december 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

F. 96 - 46

[C - 27675]

**29 NOVEMBRE 1995. — Arrêté ministériel portant exécution des articles 7, § 1er, 1°, et 9, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics et employeurs y assimilés**

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Vu la loi-programme du 30 décembre 1988, Titre III, Chapitre II - Création d'un régime de contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics et employeurs y assimilés, notamment les articles 7, § 1er, 1°, et 9, alinéa 2,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le modèle de convention visé à l'article 7, § 1er, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics et employeurs y assimilés est celui joint en annexe I au présent arrêté.

**Art. 2.** Le modèle de contrat de travail visé à l'article 9, alinéa 2, du même arrêté est celui joint en annexe II au présent arrêté.

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er octobre 1995.

Namur, le 29 novembre 1995.

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

#### ANNEXE I

Modèle de convention relative à l'emploi de contractuels subventionnés visée à l'article 7, § 1er, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics et employeurs y assimilés.

Entre :

le pouvoir public ou l'employeur y assimilé, soussigné de première part, ci-après dénommé "l'employeur" :

.....  
représenté par :

.....  
et

le Ministre de la Région wallonne ayant l'emploi dans ses attributions, soussigné de seconde part,  
il a été convenu ce qui suit :

Article 1er. L'employeur :

1° certifie qu'il applique aux membres de son personnel les avantages de l'interruption de carrière instaurée par la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales;

2° garantit d'occuper, pendant la durée de validité de la présente convention, le nombre de stagiaires imposé par l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes;

3° garantit que l'exercice des activités des contractuels subventionnés qu'il a engagés, est exclusivement limité aux activités qui, à la fois :

a) sont d'utilité publique sociale ou d'intérêt culturel;

b) ne poursuivent aucun but lucratif;

c) satisfont des besoins collectifs qui, autrement, n'auraient pas été rencontrés.

Art. 2. L'employeur visé à l'article 2, alinéa 1er, 1° à 3°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 précité, s'engage à occuper des contractuels subventionnés aux fins exclusives :

1° soit de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel, qu'il s'agisse soit de la mise en œuvre d'actions limitées dans le temps, soit d'un surcroît extraordinaire de travail;

2° soit de remplacement d'agents qui n'assument pas leur fonction ou ne l'assument qu'à temps partiel, en ce compris les agents qui interrompent leur carrière au sens de l'arrêté royal du 28 février 1991 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans les administrations et autres services des ministères;

3° soit d'accomplissement de tâches auxiliaires ou spécifiques.

Art. 3. L'employeur s'engage, conformément à l'article 11, § 1er, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 précité, à ne pas restreindre la moyenne des effectifs qu'il occupait pendant l'année précédant la demande, pour autant que le soussigné de seconde part n'ait accordé une dérogation en la matière.

Art. 4. L'employeur s'engage à informer sans délai le soussigné de seconde part s'il bénéficie d'une autre intervention dans la charge salariale d'un contractuel subventionné.

Art. 5. L'employeur s'engage à contracter, pour les contractuels subventionnés qu'il occupe, une assurance contre les accidents de travail soit auprès d'une société d'assurances à primes agréée, soit auprès d'une caisse commune d'assurances agréée. Cette assurance couvre tous les risques définis aux articles 7 et 8 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents de travail ou à l'article 2 de la loi du 3 juillet 1967 sur les accidents du travail.

Art. 6. L'employeur s'engage à faire connaître immédiatement au service compétent du Ministère de la Région wallonne et à l'Office régional de l'Emploi tout changement de nature à modifier les engagements souscrits, tels qu'ils sont visés aux articles 1er à 5 ci-dessus.

Art. 7. L'employeur s'engage à autoriser, sans avertissement préalable, les fonctionnaires et agents chargés de contrôle, de visiter librement les locaux ou autres lieux de travail et à donner la possibilité à ces fonctionnaires et agents d'effectuer toute étude, tout contrôle et toute enquête ainsi que de rassembler toutes les informations qu'ils jugent utiles aux fins de constater que les conditions et les tâches définies dans la demande approuvée relative à l'occupation des contractuels subventionnés par le demandeur soient respectées par celui-ci.

Art. 8. L'employeur visé à l'article 2, alinéa 1er, 1° à 3°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 précité s'engage à accorder la priorité, lors du recrutement de contractuels subventionnés parmi les catégories énumérées à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 précité.

Art. 9. Le soussigné de seconde part s'engage à octroyer la prime visée à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 précité à condition que le demandeur respecte les engagements visés aux articles 1er à 8 de la présente.

Art. 10. Le montant annuel de la prime est fixé à ..... francs par contractuel subventionné équivalent temps plein.

Art. 11. La prime visée à l'article précédent est octroyée pour un nombre de contractuels subventionnés à la date du ..... répartis comme suit :

- ..... sous contrat de travail à durée indéterminée à temps plein
- ..... sous contrat de travail à durée indéterminée à temps partiel
- ..... sous contrat de travail à durée déterminée à temps plein
- ..... sous contrat de travail à durée déterminée à temps partiel

Néanmoins, conformément à l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 précité, le remplacement d'un agent contractuel subventionné à temps plein par plusieurs agents contractuels subventionnés à temps partiel et inversement, peut se faire par simple courrier adressé à l'administration et au FOREm.

Art. 12. En ce qui concerne les employeurs visés à l'article 2, alinéa 1er, 1° à 3°, les agents contractuels suivants sont engagés pour remplacer des agents autres que des contractuels subventionnés, qui interrompent leur carrière au sens de la loi de recensement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales :

| NOMS | PRENOMS |  |
|------|---------|--|
|      |         |  |

Aucune prime n'est due pour les agents susmentionnés.

Art. 13. La prime est liquidée proportionnellement à la durée du contrat et au régime de travail de chaque contractuel visé à l'article 11 de la présente convention.

Art. 14. La liquidation de la prime sera suspendue si le demandeur contrevient à la situation visée aux articles 1er à 5 de la présente convention.

Elle sera également suspendue si l'employeur contrevient à la situation visée à l'article 2 de la présente convention, mais cette suspension n'affectera que la prime octroyée pour les seuls contractuels subventionnés employés à des tâches non autorisées.

Art. 15. Le soussigné de seconde part peut, à tout moment, mettre fin à la présente convention, à condition que cette décision soit notifiée à l'employeur six mois avant la fin de la convention.

Art. 16. La présente convention est conclue pour :

- une durée déterminée prenant cours le ..... jusqu'au .....
- une durée indéterminée prenant cours le .....

Accord du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions en ce qui concerne les employeurs visés à l'article 2, alinéa 1er, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 précité.

Accord du Ministre ayant l'Aménagement du territoire dans ses attributions en ce qui concerne les employeurs visés à l'article 2, alinéa 1er, 7°, d), de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 précité.

Fait en quatre exemplaires, chacune des parties déclarant avoir un exemplaire en sa possession à .....

L'employeur

Le Ministre ayant  
l'Emploi dans ses attributions

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 29 novembre 1995 relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés par certains pouvoirs publics et employeurs y assimilés.

Namur, le 29 novembre 1995.

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

## ANNEXE II

Modèle de contrat de travail visé à l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics et employeurs y assimilés.

Contrat de travail d'ouvrier/d'employé (\*)

Entre :

Le pouvoir public ou l'employeur y assimilé, soussigné de première part, ci-après dénommé "l'employeur" :

(Nom et adresse du pouvoir public ou assimilé)

représenté par .....

(Nom et prénom)

et

..... (Nom et prénom)

Adresse .....

Lieu et date de naissance .....

Nationalité ..... Sexe .....

Dénommé ci-après "le travailleur", d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1er. (Nom de l'employeur) .....

engage, en qualité d'ouvrier/d'employé(\*), le travailleur mentionné ci-dessus qui accepte, pour exercer les fonctions de ..... (description) à ..... (lieu) pour une durée indéterminée prenant cours le .....

au ....., pour une durée déterminée prenant cours le ..... et se terminant le ..... en vue de l'exécution de tâches relevant du secteur non marchand.

Art. 2. Les dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail s'appliquent au présent contrat.

Art. 3. Le présent contrat débute par une période d'essai de ..... mois/jours (\*).

Art. 4. La rémunération du travailleur est fixée à ..... francs par heure/par année (\*).

La rémunération ainsi fixée est égale :

- au traitement dont bénéficie un membre du personnel des services du Gouvernement wallon pour un même emploi ou un emploi équivalent y compris les augmentations barémiques et la prime de fin d'année.

Art. 5. Le contrat de travail est conclu à temps plein/partiel (\*).  
 Le contrat de travail à temps partiel est conclu sous le régime suivant :  
 1/2 temps, 1/4 temps : .....

| HORAIRE DE TRAVAIL |    |   |
|--------------------|----|---|
| Lundi              | de | à |
| Mardi              | de | à |
| Mercredi           | de | à |
| Jeudi              | de | à |
| Vendredi           | de | à |
| Samedi             | de | à |
| Dimanche           | de | à |

Art. 6. En matière de vacances annuelles, il est fait application du même régime que celui appliqué aux contractuels occupés par l'employeur en cause, soit le régime des travailleurs salariés, soit celui des membres du personnel définitif des services du Gouvernement wallon.

Art. 7. L'allocation de fin d'année est allouée aux mêmes conditions que celle appliquée aux membres du personnel statutaire du Gouvernement wallon.

Fait à ....., le .....

en quatre exemplaires, chacune des parties déclarant avoir un exemplaire en sa possession.

L'employeur,

Le travailleur,

(\*) Biffer la mention inutile.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 29 novembre 1995 relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés par certains pouvoirs publics et employeurs y assimilés.

Namur, le 29 novembre 1995.

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

#### ÜBERSETZUNG

D. 96 - 46

[C - 27675]

29. NOVEMBER 1995. — Ministerialerlaß zur Ausführung der Artikel 7, § 1, 1°, und 9, Absatz 2, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 über die Einstellung von bezuschußten Vertragspersonalmitgliedern bei bestimmten öffentlichen Behörden und gleichgestellten Arbeitgebern

Aufgrund des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988, Titel III, Kapitel II - Einrichtung eines Systems von bezuschußten Vertragspersonalmitgliedern bei bestimmten öffentlichen Behörden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 über die Einstellung von bezuschußten Vertragspersonalmitgliedern bei bestimmten öffentlichen Behörden und gleichgestellten Arbeitgebern, insbesondere der Artikel 7, § 1, 1°, und 9, Absatz 2,

Beschließt der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung:

**Artikel 1.** Bei dem in Artikel 7, § 1, 1°, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 über die Einstellung von bezuschußten Vertragspersonalmitgliedern bei bestimmten öffentlichen Behörden und gleichgestellten Arbeitgebern angeführten Modellabkommen, handelt es sich um jenes, das die Anlage I des vorliegenden Erlasses bildet.

**Art. 2.** Bei dem in Artikel 9, Absatz 2, des genannten Erlasses angeführten Modellarbeitsvertrag, handelt es sich um jenen, der die Anlage II des vorliegenden Erlasses bildet.

**Art. 3.** Der vorliegende Erlaß tritt am 1. Oktober 1995 in Kraft.

Namur, den 29. November 1995.

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

#### ANLAGE I

In Artikel 7, § 1, 1°, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 über die Einstellung von bezuschußten Vertragspersonalmitgliedern bei bestimmten öffentlichen Behörden und gleichgestellten Arbeitgebern angeführtes Modellabkommen bezüglich der Beschäftigung bezuschußter Vertragspersonalmitglieder.

zwischen

der öffentlichen Behörde oder dem gleichgestellten Arbeitgeber, erster Unterzeichneter und nachstehend "der Arbeitgeber" genannt:

.....  
 vertreten durch:

.....  
 und

dem Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, zweiter Unterzeichneter,

wurde folgendes vereinbart:

Artikel 1. Der Arbeitgeber:

1° bescheinigt, daß er auf Mitglieder seines Personals die Vorteile zuteil werden läßt, die mit der durch das Sanierungsgesetz vom 22. Januar 1985 über soziale Bestimmungen eingeführten Laufbahnunterbrechung verbunden sind;

2° gewährleistet, während der Gültigkeitsdauer des vorliegenden Abkommens, die Anzahl von Praktikanten zu beschäftigen, die durch den Königlichen Erlaß Nr. 230 vom 21. Dezember 1983 über das Praktikum und die berufliche Eingliederung der Jugendlichen vorgesehen ist;

3° gewährleistet, daß die Ausübung der Aktivitäten der von ihm beschäftigten bezuschußten Vertragspersonalmitgliedern sich ausschließlich auf jene Aktivitäten beschränkt, die gleichzeitig:

- a) von öffentlichem sozialen oder kulturellem Interesse sind;
- b) keinen Gewinnzweck verfolgen;
- c) öffentlichen Bedürfnissen entsprechen, die ansonsten nicht erfüllt worden wären.

Art. 2. Der in Artikel 2, Absatz 1, 1° bis 3° des vorgenannten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 angeführte Arbeitgeber verpflichtet sich, bezuschußte Vertragspersonalmitglieder ausschließlich einzusetzen um:

1° entweder auf außerordentliche und zeitlich begrenzte Personalbedürfnisse einzugehen, unabhängig davon, ob es sich dabei um die Umsetzung von zeitlich begrenzten Aktionen handelt, oder um einen außerordentlichen Anstieg des Arbeitsvolumens;

2° oder um jene Beamten zu ersetzen, die ihr Amt nicht oder nur teilweise wahrnehmen, einschließlich der Beamten, die ihre Laufbahn im Sinne des Königlichen Erlasses vom 28. Februar 1991 bezüglich der Unterbrechung der Berufslaufbahn in den Verwaltungen und anderen Dienststellen der Ministerien unterbrechen;

3° oder um nebensächliche oder spezifische Aufgaben wahrzunehmen.

Art. 3. Der Arbeitgeber verpflichtet sich, gemäß Artikel 11, § 1, des vorgenannten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 die durchschnittliche Anzahl der Personalmitglieder, die er während des Jahres vor dem Einreichen des Antrags beschäftigte, nicht zu verringern, es sei denn der zweite Unterzeichnete hat einer diesbezüglichen Ausnahmeregelung zugestimmt.

Art. 4. Der Arbeitgeber verpflichtet sich, den zweiten Unterzeichneten unverzüglich davon in Kenntnis zu setzen, ob er für das bezuschußte Vertragspersonalmitglied anderwärtig eine Unkostenbeteiligung erhält.

Art. 5. Der Arbeitgeber verpflichtet sich, für die durch ihn beschäftigten bezuschußten Vertragspersonalmitglieder entweder bei einer anerkannten Prämienversicherungsgesellschaft oder bei einer anerkannten allgemeinen Versicherungskasse eine Versicherung gegen Arbeitsunfälle abzuschließen. Diese Versicherung deckt alle in den Artikeln 7 und 8 des Gesetzes vom 10. April 1971 über die Arbeitsunfälle oder in Artikel 2 des Gesetzes vom 3. Juli 1967 über die Arbeitsunfälle festgelegten Risiken.

Art. 6. Der Arbeitgeber verpflichtet sich, der zuständigen Dienststelle des Ministeriums der Wallonischen Region und dem regionalen Arbeitsamt unverzüglich jede Änderung mitzuteilen, die in der Lage sein könnte, die in den vorgenannten Artikeln 1 bis 5 angeführten Verpflichtungen abzuändern.

Art. 7. Der Arbeitgeber verpflichtet sich, den mit der Kontrolle beauftragten Beamten und Bediensteten zu erlauben, die Räumlichkeiten und andere Arbeitsplätze ungehindert zu besichtigen, ohne daß ihm dieser Besuch vorher anzukündigen ist. Außerdem verpflichtet er sich, diesen Beamten und Bediensteten die Möglichkeit zu bieten, jegliche Studie, Kontrolle und Untersuchung durchzuführen, sowie alle zweckdienlichen Informationen zu sammeln, die der Feststellung dienen, daß alle in dem genehmigten Antrag bezüglich der Beschäftigung von bezuschußten Vertragspersonalmitgliedern durch den Antragsteller angeführten Bedingungen und Aufgaben erfüllt sind.

Art. 8. Der in Artikel 2, Absatz 1, 1° bis 3° des vorgenannten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 angeführte Arbeitgeber verpflichtet sich, bei der Einstellung von bezuschußten Vertragspersonalmitgliedern den in Artikel 4 des vorgenannten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 genannten Personalkategorien Priorität zu geben.

Art. 9. Der zweite Unterzeichnete verpflichtet sich, die in Artikel 5 des vorgenannten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 angeführte Prämie zu gewähren, unter der Bedingung, daß der Antragsteller die in den Artikeln 1 bis 8 des vorliegenden Abkommens angeführten Verpflichtungen beachtet.

Art. 10. Der Jahresbetrag der Prämie wird auf ..... BEF pro beschäftigtes bezuschußtes Vertragspersonalmitglied, dessen Arbeitsleistung einer Vollzeitbeschäftigung entspricht, festgelegt.

Art. 11. Die im vorangehenden Artikel angeführte Prämie wird für eine Anzahl von am ..... (Datum) beschäftigten bezuschußten Vertragspersonalmitgliedern gewährt, die folgendermaßen verteilt werden;

- ..... in einem zeitlich unbegrenzten Vollzeitarbeitsvertrag
- ..... in einem zeitlich unbegrenzten Teilzeitarbeitsvertrag
- ..... in einem zeitlich begrenzten Vollzeitarbeitsvertrag
- ..... in einem zeitlich begrenzten Teilzeitarbeitsvertrag

Gemäß Artikel 8 des vorgenannten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 kann durch ein der Verwaltung und dem Forem zugestelltes einfaches Schreiben ein vollzeitlich beschäftigtes bezuschußtes Vertragspersonalmitglied jedoch durch mehrere teilweise beschäftigte bezuschußte Vertragspersonalmitglieder ersetzt werden und umgekehrt.

Art. 12. Was die in Artikel 2, Absatz 1, 1° bis 3° genannten Arbeitgeber betrifft, werden die nachstehend genannten Vertragspersonalmitglieder eingestellt, um Beamte zu ersetzen, bei denen es sich nicht um bezuschußte Vertragspersonalmitglieder handelt und die ihre Laufbahn im Sinne des Sanierungsgesetzes vom 22. Januar 1985 über soziale Bestimmungen unterbrechen:

| NAME | VORNAME(N) |  |
|------|------------|--|
|      |            |  |

Für die obengenannten Bediensteten wird keine Prämie gewährt.

Art. 13. Die Prämie wird im Verhältnis zu der Dauer und dem Arbeitsverhältnis jedes in Artikel 11 des vorliegenden Abkommens genannten Vertragspersonalmitglieds ausgezahlt.

Art. 14. Die Auszahlung der Prämie wird aufgehoben, falls der Antragsteller gegen die in den Artikeln 1 bis 5 des vorliegenden Abkommens angeführten Bedingungen verstößt.

Sie wird ebenfalls aufgehoben, falls der Antragsteller gegen die in Artikel 2 des vorliegenden Abkommens angeführten Bedingungen verstößt, wobei diese Aufhebung sich jedoch nur auf jene bezuschuften Vertragspersonalmitglieder bezieht, die unerlaubte Tätigkeiten ausgeführt haben.

Art. 15. Der zweite Unterzeichnete kann das vorliegende Abkommen zu jedem Zeitpunkt beenden, unter der Bedingung, daß diese Entscheidung dem Arbeitgeber sechs Monate vor Ablauf des Abkommens mitgeteilt wird.

Art. 16. Das vorliegende Abkommen wird abgeschlossen für:

- eine bestimmte Dauer, vom ..... bis .....

- eine unbestimmte Dauer, ab dem .....

Einverständnis des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Öffentliche Dienst gehört, was die in Artikel 2, Absatz 1, 1°, des vorgenannten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 genannten Arbeitgeber betrifft.

Einverständnis des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört, was die in Artikel 2, Absatz 1, 7°, d), des vorgenannten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 genannten Arbeitgeber betrifft.

Ausgefertigt in vier Exemplaren, wobei jede Partei erklärt, ein Exemplar zu besitzen.

Gesehen zu ....., den .....

Der Arbeitgeber

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die  
Beschäftigung gehört

Gesehen, um dem Ministerialerlaß vom 29. November 1995 über die Einstellung von bezuschuften Vertragspersonalmitgliedern bei bestimmten öffentlichen Behörden und gleichgestellten Arbeitgebern als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 29. November 1995.

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

#### ANLAGE II

In Artikel 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 über die Einstellung von bezuschuften Vertragspersonalmitgliedern bei bestimmten öffentlichen Behörden und gleichgestellten Arbeitgebern angeführter Modellarbeitsvertrag

Arbeitsvertrag für Arbeiter/Angestellte (\*)

zwischen

der öffentlichen Behörde oder dem gleichgestellten Arbeitgeber, erster Unterzeichneter und nachstehend "der Arbeitgeber" genannt, einerseits:

.....  
(Name und Adresse der öffentlichen Behörde oder dem gleichgestellten Arbeitgeber)

vertreten durch .....

.....  
(Name und Vorname)

und

..... (Name und Vorname)

Anschrift: .....

Geburtsdatum und -ort: .....

Nationalität ..... Geschlecht .....

Nachstehend "der Arbeiter" genannt, andererseits,  
wurde folgendes vereinbart:

Artikel 1. (Name des Arbeitgebers)

.....  
stellt den obengenannten Arbeiter als Arbeiter/Angestellten(\*) ein, der einwilligt, das Amt eines . (Beschreibung) auszuüben, in ..... (Ort) und für eine unbestimmte Dauer ab dem ....., für eine bestimmte Dauer vom ..... bis ....., um Aufgaben im nicht-kommerziellen Bereich auszuüben.

Art. 2. Die Bestimmungen des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge sind auf den vorliegenden Vertrag anwendbar.

Art. 3. Der vorliegende Vertrag beginnt mit einer Probezeit von ..... Monaten, Tagen (\*).

Art. 4. Das Gehalt des Arbeiters wird auf ..... BEF pro Stunde/pro Jahr festgelegt (\*).

Das derart festgelegte Gehalt entspricht:

- dem Gehalt eines Beamten der Dienststellen der Regierung für eine gleiche oder ähnliche Aufgabe gezahlt wird, einschließlich der in den Gehaltstabellen festgelegten Erhöhungen und der Jahresendprämie.

Art. 5. Der Arbeitsvertrag wird für eine Vollzeit/Teilzeitbeschäftigung abgeschlossen (\*).  
 Der Teilzeitarbeitsvertrag wird für das folgende System abgeschlossen:  
 Halbzeitbeschäftigung, Viertelzeitbeschäftigung: .....

| ARBEITSZEITEN |     |     |
|---------------|-----|-----|
| Montag        | von | bis |
| Dienstag      | von | bis |
| Mittwoch      | von | bis |
| Donnerstag    | von | bis |
| Freitag       | von | bis |
| Samstag       | von | bis |
| Sonntag       | von | bis |

Art. 6. Was den Jahresurlaub betrifft, wird das gleiche System angewandt wie auf die durch den betreffenden Arbeitgeber beschäftigten Vertragspersonalmitglieder, d.h. entweder jenes der Arbeitnehmer, oder jenes der endgültig ernannten Personalmitglieder der Dienststellen der Wallonischen Regierung.

Art. 7. Die Jahresendzulage wird zu den gleichen Bedingungen wie für die statutmäßigen Personalmitglieder der Wallonischen Regierung gewährt.

Gesehen zu ....., den .....

Ausgefertigt in vier Exemplaren, wobei jede Partei erklärt, ein Exemplar zu besitzen.

Der Arbeitgeber,

Der Arbeitnehmer,

(\*) Unzutreffendes bitte strichen.

Gesehen, um dem Ministerialerlaß vom 29. November 1995 über die Einstellung von bezuschuften Vertragspersonalmitgliedern bei bestimmten öffentlichen Behörden und gleichgestellten Arbeitgebern als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 29. November 1995.

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

#### VERTALING

N. 96 - 46

[C - 27675]

**29 NOVEMBER 1995. — Ministerieel besluit tot uitvoering van de artikelen 7, § 1, 1°, en 9, alinea 2, van het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de indienstneming van gesubsidieerde contractuelen door sommige openbare besturen en ermee gelijkgestelde werkgevers**

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

Gelet op de programmwet van 30 december 1988, Titel III, Hoofdstuk II - Opzetting van een stelsel van gesubsidieerde contractuelen bij sommige openbare besturen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de indienstneming van gesubsidieerde contractuelen door sommige openbare besturen en ermee gelijkgestelde werkgevers, inzonderheid op de artikelen 7, § 1, 1°, en 9, alinea 2,

Besluit :

**Artikel 1.** Het model van overeenkomst bedoeld in artikel 7, § 1, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de indienstneming van gesubsidieerde contractuelen door sommige openbare besturen en ermee gelijkgestelde werkgevers, wordt als bijlage I bij dit besluit gevoegd.

**Art. 2.** Het model van arbeidsovereenkomst bedoeld in artikel 9, alinea 2 van hetzelfde besluit wordt als bijlage II bij dit besluit gevoegd.

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 1995.

Namen, 29 november 1995.

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

#### BIJLAGE I

Model van overeenkomst betreffende de indienstneming van gesubsidieerde contractuelen, bedoeld in artikel 7, § 1, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de indienstneming van gesubsidieerde contractuelen door sommige openbare besturen en ermee gelijkgestelde werkgevers.

Tussen

het openbaar bestuur of de ermee gelijkgestelde werkgever, eerste ondergetekende, hierna "werkgever" genoemd :

.....  
 vertegenwoordigd door :

.....  
 en

de Waalse Minister van Tewerkstelling, tweede ondergetekende,

is het volgende overeengekomen :

**Artikel I. De werkgever :**

1° bevestigt dat hij de voordelen van de loopbaanonderbreking, ingesteld bij de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, op zijn personeelsleden toepast;

2° verzekert dat hij, voor de geldigheidsduur van deze overeenkomst, het aantal stagiairs zal tewerkstellen dat is opgelegd bij het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces;

3° verzekert dat de activiteiten van de gesubsidieerde contractuelen die hij in dienst genomen heeft, uitsluitend activiteiten zijn die tegelijk :

- a) van algemeen maatschappelijk nut of cultureel belang zijn;
- b) geen winst oogmerk beogen;
- c) aan de collectieve behoeften voldoen waarin anders niet zou worden voorzien.

Art. 2. De werkgever bedoeld in artikel 2, alinea 1, 1° tot 3°, van bovenvermeld besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 verbindt zich ertoe gesubsidieerde contractuelen uitsluitend tewerk te stellen :

1° hetzij om in uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften te voorzien, met het oog op in de tijd beperkte acties of omwille van een buitengewone werktoename;

2° hetzij om ambtenaren te vervangen die hun ambt niet of slechts deeltijds vervullen, met inbegrip van de ambtenaren die hun loopbaan onderbreken in de zin van het koninklijk besluit van 28 februari 1991 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in de besturen en andere diensten van de ministeries;

3° hetzij om specifieke of bijkomende opdrachten te vervullen.

Art. 3. Overeenkomstig artikel 11 van bovenvermeld besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 verbindt de werkgever zich ertoe het gemiddelde van het personeelsbestand dat hij gedurende het jaar vóór de aanvraag tewerkstelde, niet te verminderen, voor zover de tweede ondergetekende geen afwijking terzake heeft toegestaan.

Art. 4. De werkgever verbindt zich ertoe de tweede ondergetekende onmiddellijk in te lichten als hij in aanmerking komt voor een andere tegemoetkoming in de loonkost van een gesubsidieerde contractueel.

Art. 5. De werkgever verbindt zich ertoe, voor de gesubsidieerde contractuelen die hij tewerkstelt, een verzekering tegen arbeidsongevallen af te sluiten, hetzij bij een erkende verzekeringsmaatschappij, hetzij bij een erkend gemeenschappelijk verzekeringsfonds. Deze verzekering dekt alle risico's waarvan sprake is in de artikelen 7 en 8 van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 of in artikel 2 van de wet van 3 juli 1967 betreffende de arbeidsongevallen.

Art. 6. De werkgever verbindt zich ertoe de bevoegde dienst van het Ministerie van het Waalse Gewest en de "Office régional de l'Emploi" (Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling) onmiddellijk op de hoogte te brengen van elke wijziging in de aangegane verbintenissen waarvan sprake is in de artikelen 1 tot 5 hierboven.

Art. 7. De werkgever verbindt zich ertoe de ambtenaren en agenten die met het toezicht belast zijn, de lokalen of andere werkplaatsen zonder verwittiging te laten bezoeken en hen in staat te stellen elke studie, toezicht en onderzoek te verrichten, alsook alle inlichtingen te verzamelen die zij nuttig achten om na te gaan of de aanvrager de voorwaarden en taken vervult die hij in de goedgekeurde aanvraag tot tewerkstelling van gesubsidieerde contractuelen heeft vastgelegd.

Art. 8. De werkgever bedoeld in artikel 2, alinea 1, 1° tot 3° van bovenvermeld besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 verbindt zich ertoe bij de werving van gesubsidieerde contractuelen voorrang te verlenen aan de categorieën waarvan sprake is in artikel 4 van bovenvermeld besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995.

Art. 9. De tweede ondergetekende verbindt zich ertoe de premie waarvan sprake is in artikel 5 van bovenvermeld besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 toe te kennen, op voorwaarde dat de aanvrager de in de artikelen 1 tot 8 van deze overeenkomst bedoelde verbintenissen nakomt.

Art. 10. Het bedrag van de jaarlijkse premie is vastgesteld op ..... F per gesubsidieerde contractueel die gelijk staat met een voltijdse werknemer.

Art. 11. De in het vorige artikel bedoelde premie wordt toegekend voor een aantal op ..... (datum) gesubsidieerde contractuelen die als volgt ingedeeld worden :

- ..... met een voltijds arbeidscontract voor onbepaalde duur
- ..... met een deeltijds arbeidscontract voor onbepaalde duur
- ..... met een voltijds arbeidscontract voor een bepaalde duur
- ..... met een deeltijds arbeidscontract voor een bepaalde duur.

Maar, overeenkomstig artikel 8 van bovenvermeld besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995, kan de vervanging van een voltijds gesubsidieerde contractueel door verschillende deeltijds gesubsidieerde contractuelen, en vice versa, schriftelijk aangevraagd worden bij het Bestuur en bij de "FOREM" (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling).

Art. 12. Wat de in artikel 2, alinea 1, 1° tot 3° bedoelde werkgevers betreft, worden de hiernavermelde gesubsidieerde contractuelen in dienst genomen om personeelsleden te vervangen die geen gesubsidieerde contractuelen zijn en hun loopbaan onderbreken in de zin van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen :

| NAAM | VOORNAMEN |  |
|------|-----------|--|
|      |           |  |

Er wordt geen premie verstrekt voor de bovenvermelde contractuelen.



Art. 13. De premie wordt betaald naar verhouding van de duur van het contract en op grond van de arbeidsregeling van elke contractueel bedoeld in artikel 11 van deze overeenkomst.

Art. 14. De betaling van de premie wordt opgeschort als de aanvrager de bepalingen van de artikelen 1 tot 5 van deze overeenkomst overtreedt.

Ze wordt eveneens opgeschort als de werkgever de bepalingen van artikel 2 van deze overeenkomst overtreedt, maar deze opschorting zal alleen een weerslag hebben op de premie die verstrekt wordt voor gesubsidieerde contractuelen die voor ongeoorloofde taken aangesteld zijn.

Art. 15. De tweede ondergetekende mag deze overeenkomst ieder ogenblik beëindigen, op voorwaarde dat zijn beslissing zes maanden vóór het einde van de overeenkomst aan de werkgever betekend wordt.

Art. 16. Deze overeenkomst wordt gesloten voor :

- een bepaalde periode die van ..... tot ..... loopt
- een onbepaalde periode die op ..... ingaat.

Akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken voor de werkgevers bedoeld in artikel 2, alinea 1, 1° van bovenvermeld besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995.

Akkoord van de Minister van Ruimtelijke Ordening voor de werkgevers bedoeld in artikel 2, alinea 1, 7°, d) van bovenvermeld besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995.

Opgemaakt op ..... te ....., in vier exemplaren, waarbij elke partij verklaart over een exemplaar te beschikken.

De werkgever,

De Minister van Tewerkstelling,

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 29 november 1995 betreffende de indienstneming van gesubsidieerde contractuelen door sommige openbare besturen en ermee gelijkgestelde werkgevers.

Namen, 29 november 1995.

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

BIJLAGE II

Model van arbeidsovereenkomst bedoeld in artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de indienstneming van gesubsidieerde contractuelen door sommige openbare besturen en ermee gelijkgestelde werkgevers.

Arbeidsovereenkomst voor een arbeider/een bediende (\*)

Tussen

de overheid of de ermee gelijkgestelde werkgever, eerste ondergetekende, hierna "werkgever" genoemd :

(Naam en adres van de overheid of de ermee gelijkgestelde werkgever)  
 vertegenwoordigd door :

(Naam en voornaam)

en

.....(Naam en voornaam)

Adres .....

Geboorteplaats en -datum .....

Nationaliteit .....

Geslacht .....

hierna "werknemer" genoemd,

is het volgende overeengekomen :

Artikel I.

(Naam van de werkgever) ..... neemt bovenvermelde werknemer als arbeider/ bediende (\*) in dienst om

voor een onbepaalde periode die op ..... ingaat,

voor een bepaalde periode die van ..... tot ..... loopt

te ..... (plaats)

de functies van ..... (omschrijving) uit te oefenen i.v.m. taken die onder de niet-commerciële sector ressorteren.

Art. 2. De bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten zijn van toepassing op deze overeenkomst.

Art. 3. Deze overeenkomst begint met een proefperiode van ..... maanden/dagen (\*).

Art. 4. Het loon van de werknemer is vastgesteld op ..... F per uur/per jaar (\*).

Het aldus vastgestelde loon is gelijk aan :

- de wedde van een personeelslid van de diensten van de Waalse Regering met dezelfde of een gelijkwaardige betrekking, met inbegrip van de weddeschaalverhogingen en de eindejaarspremie.

Art. 5. De arbeidsovereenkomst wordt voltijds/deeltijds (\*) gesloten.

De deeltijdse arbeidsovereenkomst wordt op grond van de volgende regeling gesloten :

1/2-tijds, 1/4-tijds : .....

| WERKROOSTER |     |     |
|-------------|-----|-----|
| Maandag     | van | tot |
| Dinsdag     | van | tot |
| Woensdag    | van | tot |
| Donderdag   | van | tot |
| Vrijdag     | van | tot |
| Zaterdag    | van | tot |
| Zondag      | van | tot |

Art. 6. Wat het jaarlijkse vakantieverlof betreft, geldt dezelfde regeling als degene die wordt toegepast op de contractuelen die door de betrokken werkgever tewerkgesteld zijn, hetzij de regeling van toepassing op de loontrekkers, hetzij de regeling van toepassing op de vastbenoemde personeelsleden van de diensten van de Waalse Regering.

Art. 7. De eindejaarspremie wordt toegekend onder de voorwaarden die voor de statutaire personeelsleden van de Waalse Regering gelden.

Opgemaakt te ..... op .....  
in vier exemplaren, waarbij elke partij verklaart over haar exemplaar te beschikken.  
De werkgever, De werknemer,

(\*) Schrappen wat niet past.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 29 november 1995 betreffende de indienstneming van gesubsidieerde contractuelen door sommige openbare besturen en ernee gelijkgestelde werkgevers.

Namen, 29 november 1995.

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

F. 96 - 47 (95 - 3292)

[C - 27672]

13 DECEMBRE 1995. — Arrêté ministériel relatif aux titres-repas octroyés aux membres du personnel des Services du Gouvernement ainsi qu'aux Cabinets des Ministres du Gouvernement. — Erratum

L'article 6 de l'arrêté susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 19 décembre 1995, à la page 33774, doit se lire comme suit :

"Art. 6. Jusqu'au 30 juin 1996, tout jour de congé annuel de vacances relatif à l'année 1995 est assimilé à une journée de travail effectivement prestée."

#### ÜBERSETZUNG

D. 96 - 47 (95 - 3292)

[C - 27672]

13. DEZEMBER 1995. — Ministerialerlaß über die Essengutscheine, die den Personalmitgliedern der Dienststellen der Regierung sowie der Kabinette der Minister der Regierung gewährt werden. — Erratum

Artikel 6 des obenerwähnten Erlasses, der im *Belgischen Staatsblatt* vom 19. Dezember 1995 auf Seite 33776 veröffentlicht worden ist, hat folgenden Wortlaut:

"Art. 6. Bis zum 30. Juni 1996 entspricht jeder Urlaubstag betreffend das Jahr 1995 einem effektiv geleisteten Arbeitstag."

#### VERTALING

N. 96 - 47 (95 - 3292)

[C - 27672]

13 DECEMBER 1995. — Ministerieel besluit betreffende de maaltijdcheques toegekend aan de personeelsleden van de Diensten van de Waalse Regering en van de Kabinetten van de Ministers van de Regering. — Erratum

Artikel 6 van hogervermeld besluit bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 19 december 1995, op bladzijde 33777 dient te worden gelezen als volgt :

"Art. 6. Tot 30 juni 1996 wordt elke jaarlijkse vakantieverlofdag van het jaar 1995 gelijkgesteld met een effectief verrichte werkdag."

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 93 - 48

[C - 31564]

14 SEPTEMBRE 1995. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995, portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Collège

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 136, 138, 166 et 178 de la Constitution coordonnée par la loi du 17 février 1994;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 de réformes institutionnelles, par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu le décret (II) du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;